

**APPROCHES COMPARATIVES SUR LA CONTRIBUTION DES INVESTISSEMENTS
DIRECTS L'ECONOMIE: ROUMANIE – MOLDAVIE ET AUTRES PAYS EMERGENTS
DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE**

*Natalia BĂNCILĂ, Lilia DUMBRAVANU**

*Académie des Sciences Économiques de Moldova
l'Université d'Etat Alecu Russo de Bălți

**COMPARATIVES APPROACHES ON THE CONTRIBUTION OF DIRECT INVESTMENTS IN
ECONOMY: ROMANIA - MOLDOVA AND OTHER EMERGING COUNTRIES OF CENTRAL AND
EASTERN EUROPE**

The transition towards a market economy in any country of the world requires a restructuring of economic life. The main task of it is the development of the private sector of national economy which would lead to sustainable economic growth. A long-lasting economic revival is possible only in conditions of increase in investment, of maximal use of production capacities. Any economic growth requires funding, too. Investment financing constitutes a significant step in the investment process whereby financial resources are incorporated in the budget of the investment and may be used for payment in order to achieve a project.

Thus, concluding from the introductory ideas of the article, the author proposes to develop a comparative approach of the impact of direct investments in economy of Romania, Republic of Moldova and other emergent countries from Europe. What is certain is that the international measurement and comparison scale of the impact of the foreign direct investment (FDI) on economic development is a complicated exercise, taking into consideration the very limited statistical data volume. However, the author manages to draw some conclusions concerning the process of achievement foreign direct investments.

Keywords: financing, contribution, direct investment, emerging economy.

**ABORDĂRI COMPARATIVE PRIVIND CONTRIBUȚIA INVESTIȚIILOR DIRECTE ÎN ECONOMIE:
ROMÂNIA – REPUBLICA MOLDOVA ȘI ALTE ȚĂRI EMERGENTE DIN EUROPA CENTRALĂ ȘI
ORIENTALĂ**

În orice țară a lumii, tranziția spre economia de piață impune o restructurare a vieții economice. Sarcina principală a restructurării este dezvoltarea sectorului privat al economiei naționale, ceea ce ar duce la o creștere economică durabilă. O relansare economică durabilă este posibilă doar în condițiile sporirii investițiilor, utilizării la maximum a capacităților de producție. Orice creștere economică necesită și finanțare. Finanțarea investițiilor constituie o etapă semnificativă în procesul investițional, în cadrul căreia resursele financiare se înglobează în bugetul investiției și pot fi utilizate pentru plăți în vederea realizării unui proiect.

Astfel, reieșind din ideile introductive ale articolului, autorii își propun să elaboreze o abordare comparativă a impactului investițiilor directe în economia României, Republicii Moldova și a altor țări emergente din Europa. Cert este faptul că măsurarea și compararea la scară internațională a impactului pe care îl exercită investițiile străine directe (ISD) asupra dezvoltării economice este un exercițiu complicat, având în vedere volumul datelor statistice foarte limitat. Totuși, autorii formulează câteva concluzii cu privire la procesul de realizare a investițiilor directe străine.

Cuvinte-cheie: finanțare, contribuție, investiție directă, economie emergentă.

Introduction

Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché nécessite une restructuration de l'économie. La tâche principale de la restructuration est le développement du secteur privé de l'économie nationale conduisant à une croissance économique durable. Une reprise économique durable est possible seulement dans les conditions de l'augmentation des investissements et de la pleine utilisation des capacités de production. Une décision d'investissement implique et une décision de financement, mais toute croissance économique nécessite un financement.

L'un des principaux obstacles dans la réalisation réussie de la transition vers une économie de marché est l'absence d'un mécanisme de mobilisation et de gestion des ressources financières existantes dans l'activité économique des entreprises.

Si nous faisons tangentes aux conditions de Moldova, nous pouvons dire que les entreprises n'ont pas beaucoup d'alternatives de financement, et le manque de finances limite les possibilités de croissance économique.

Le financement des investissements est une étape importante dans le processus d'investissement par lequel les ressources financières s'intègrent dans le budget d'investissement et peuvent être utilisés pour paiements afin de réaliser un projet.

Le financement, le prêts et la comptabilisation des investissements sont mises en oeuvre à travers des unités de banques commerciales. L'implication dans le développement du processus d'investissement des unités bancaires se produit sélectivement, à la demande de l'investisseur (du client) et en conditions négociables.

Parce que, le financement des investissements peut être considérée comme un financement à long terme, l'auteur considère qu'il est absolument nécessaire, au cours des recherches, une étude de *l'impact des investissements directs dans l'économie* d'un pays, tels que la Roumanie, en particulier la République de Moldova, par rapport aux *autres économies émergentes d'Europe Centrale et Orientale*.

Le financement des investissements n'est pas seulement un processus de mobilisation et d'allocation des fonds pour objectifs déjà définis dans la sphère des fonctions de l'entreprise, mais représente l'effet complexe de décision d'investissement par ses dimensions: technique et économique, stratégique et financière.

Dans l'économie de marché, l'investissement peut avoir lieu sous diverses formes: directe et indirect, en fonction de l'évolution du processus de l'investissement.

La contribution des investissements directs dans l'économie roumaine, moldave et dans les économies de l'Europe émergente

Les investissements indirects devraient généralement être considérés comme des placements financiers, qui constituent une réalité et dans l'économie roumaine.

Ce fait est généré par le processus complexe d'adaptation aux mécanismes de l'économie de marché.

La transition vers une économie de marché dans tous les pays du monde, en particulier dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, par pertinence en Roumanie, a imposé et impose nécessairement investissements étrangers.

Les investisseurs et les groupes d'investisseurs, les autorités transnationales expriment intérêt pour investissements, dans les pays en transition sous la forme d'investissements directs.

Les investissements directs, par le contenu économique, par le mode de réalisation et par les effets générés, constituent une forme de relations économiques et de coopération internationale avec un long passé.

Il faut spécifier que, dans un pays bénéficiaire, comme est Roumanie, les investissements directs forment une partie des investissements réalisés par les capitaux étrangers.

Donc, par les investissements directs, nous comprenons: la participation à la formation ou à l'expansion d'une entreprise dans l'une des formes juridiques prévues par loi, l'acquisition des actions ou des parties sociales d'une société (entreprise), avec l'exception (sauf) des investissements de portefeuille, aussi bien que la création ou l'expansion d'une succursale en Roumanie par une société étrangère par:

- contribution financière, en monnaie nationale ou en monnaie librement convertible;
- apport en nature de biens immobiliers et/ou de biens mobiliers, matériels et immatériels;
- la participation à la croissance des actifs d'une entreprise par des fonds de financement juridiques.

L'attraction des investissements directs, comme un outil important pour l'amélioration des coûts et des facteurs de production, apparait plus nécessaire dans le cas de la Roumanie, qui a hérité une structure économique plus diversifiée.

Les investissements étrangers directs (IDE) peuvent indiquer les activités qui peuvent développer des avantages concurrentiels, soulignant le transfert de technologie et expertise organisationnelle et managériale.

Aujourd'hui, il est reconnu le fait que l'IED ont le potentiel d'apporter des avantages importants pour les pays d'accueil sous la forme des flux de capitaux, du transfert de technologie, du renforcement du pouvoir d'achat et, pas dans le dernier tour, de l'approfondissement des liens avec l'environnement économique en cours de la mondialisation.

Cependant, les flux réels des IDE dépendent des décisions prises par les sociétés transnationales.

Bien sûr, l'impact du transfert de technologie sur les économies locales dépend du mode d'interaction avec l'environnement respectif et, surtout, de la capacité de travail pour stimuler ces technologies. De ce point de vue, nous pouvons dire que la Roumanie localise compétences techniques réels et une adaptabilité de la main-d'œuvre, ce qui permet l'exploitation des intrants technologiques. La connexion de l'économie roumaine aux marchés internationaux est facilité par les investisseurs étrangers, qui visent la réalisation des transactions transfrontalières.

Selon la nouvelle méthodologie sur la compilation des IDE (MBP6), dans le champ des investissements étrangers directs entrent et les investissements en capital, aussi bien que, les crédits fournis par les sociétés non résidentes, dont la puissance de vote ou la participation dans le capital social de la société résidente est inférieure à 10 pour cent, mais qui font partie du groupe d'un investisseur direct dans une société résidente (sociétés soeurs).

Ainsi, en 2013, selon les statistiques, en Roumanie, le flux net des IDE a atteint le niveau de 2,712 millions d'euros, étant structuré comme suit [1]:

– la contribution aux capitaux propres des investisseurs étrangers directs dans les entreprises d'investissement étranger direct de Roumanie en valeur de 2427 millions d'euros (89,5 pour cent des flux nets d'IDE). L'apport aux capitaux propres résulte de la réduction des participations de capital, en valeur de 2764 millions d'euros, avec la perte nette, s'élevant à 337 millions d'euros. La perte nette a résulté, en déduisant de bénéfice obtenu en 2013 par les entreprises d'IDE rentables, en valeur 5504 de millions d'euros, les dividendes distribués en 2013 par les entreprises d'IDE, un montant de 2287 millions d'euros. Après, cette valeur a été réduite par les pertes enregistrées dans les entreprises d'IDE, en valeur de 3554 millions d'euros. Le mode de calcul est effectué conformément à la méthodologie internationale pour la détermination des bénéfices réinvestis par les entreprises d'IDE, respectivement de la perte nette enregistrée par eux;

– le crédit net reçu par les entreprises d'investissement direct des investisseurs directs étrangers, y compris, au sein du groupe, au montant de 285 millions d'euros, ce qui représente 10,5 pour cent du flux net d'IDE.

Dans la plupart des secteurs de l'activité économique, où les IDE représentent une part significative, se constate augmentations des participations dans les entreprises IDE, ce qui signifie la poursuite du processus d'investissement en 2013. Les domaines qui ont enregistré les plus importants augmentations de capital sont les suivants: l'industrie (1253 millions d'euros), y compris, l'industrie de la fabrication (944 millions d'euros) et les moyens de transport (336 millions d'euros); les constructions et les transactions immobilières (476 millions d'euros), les intermédiations financières et les assurances (431 millions d'euros) et le commerce (332 millions d'euros).

Les principaux secteurs de l'économie où les pertes ont dépassé les bénéfices étaient: les constructions et les transactions immobilières (335 millions d'euros bénéfice, 662 millions d'euros de perte), métallurgie (156 millions d'euros bénéfice, 326 millions d'euros de perte) et les intermédiation financières et les assurances (504 millions d'euros bénéfice, 599 millions d'euros de perte).

Le niveau 285 millions d'euros, enregistré par le crédit net reçu par les entreprises d'IDE des investisseurs directs étrangers en 2013, est très faible par rapport à celui de 2012 quand il y avait 1343 millions d'euros. Plusieurs domaines d'activité ont bénéficié de financement important sous la forme du crédit mère – fille, respectivement, l'industrie de la fabrication (financement de 2659 millions d'euros), les technologies de l'information (financement de 2050 millions d'euros), le commerce (financement de 1497 millions d'euros), les constructions et les transactions immobilières (financement de 1215 millions d'euros), aussi bien que l'énergie (financement de 977 millions d'euros). Cependant, entre les zones économiques mentionnés, seulement les technologies de l'information et l'énergie ont reçu un financement important à travers le crédit net (525 et, respectivement, 305 millions d'euros). Dans tous autres domaines les attractions de nouveaux prêts des investisseurs directs étrangers sont couverts ou même dépassés par les remboursements de prêts reçus, en équilibre.

L'industrie, par le niveau des participations enregistrées (1253 millions d'euros) et du bénéfice réinvesti (411 millions d'euros), a reçu une contribution aux capitaux propres de 1664 millions d'euros, représentant 68,6 pour cent de l'apport total dans les capitaux propres IDE de 2013.

Les quatre premiers pays de la part du total des IDE au 31 Décembre, 2013 sont: les Pays-Bas (24,4 pour cent), l'Autriche (19,1 pour cent), l'Allemagne (11,2 pour cent) et la France (7,6 pour cent), hiérarchie inchangé par rapport à 2009. Selon les données du Bureau National du Registre du Commerce (NTC), dans le classement par les pays de résidence des investisseurs dans entreprises commerciales avec leur participation étrangère aux capitaux sociales, à 28/02/2014, la Grande-Bretagne occupait la 10ème place, enregistrement une valeur du capital social souscrit de 909,20 millions d'euros (2,65% du total des investissements étrangers).

Au mois de mai 2014 a été enregistré le plus haut niveau de l'IDE attirés par la Roumanie du début de l'année, de 306 millions d'euros, à condition que en Avril les investissements ont totalisé 215 millions d'euros, en Mars – 290 millions d'euros, en Février - 36 millions d'euros et en Janvier - 244 millions d'euros.

Du point de vue territorial on observe l'orientation des IDE, notamment, à la région de développement Bucarest-Ilfov (61,4 pour cent), autres régions de développement bénéficiaires d'IED dans une mesure relative significative, étant la région centrale (8,6 pour cent), la région du Sud-Muntenia (7,7 pour cent), la région de l'Ouest (7,6 pour cent) et du Nord-Ouest (4,5 pour cent).

Il est nécessaire de mentionner que les IDE ont été localisés territorial selon le siège social des entreprises IDE, fait que ne correspond pas toujours avec l'emplacement de l'activité économique.

Lorsqu'on se réfère à la *République de Moldova*, alors le volume des IED accumulés en Janvier-Septembre 2013, constitue 3 milliard 607,66 millions de dollars USA, une augmentation de 4,6% par rapport du début de l'année [2, 3, 4].

Selon les données du Banque Nationale de Moldavie (NBM), le volume cumulé des investissements en capitaux propres et le bénéfice réinvesti ont enregistré une augmentation de 4% et ont constitué 2 mld. 660,92 mil. dollars, mais le volume des prêts intra-groupe a augmenté de 6,5% - jusqu'à 946,74 millions dollars.

Le volume cumulé des investissements directs étrangers dans l'économie moldave de l'UE, à la fin du troisième trimestre de 2013, était d'environ 53,1%, de pays de la CEI – 11,5%, et 35,4% – d'autres pays. La part de l'investissement de l'UE, en Janvier-Septembre 2013, a été réduit de 0,3 points de pourcentage (p.p.), de pays de la CEI a augmenté de 0,4 p.p., et d'autres états a été réduit de 0,1 p.p.

Un classement réalisé par les experts de l'Institut de Recherche économique internationale de Vienne, l'Autriche, montre que, en 2013 la Moldavie a enregistré la plus faible valeur de l'investissement direct étranger (IDE) parmi les pays d'Europe Centrale et Orientale.

Dans le secteur bancaire, les plus grands investissements étrangers directs accumulés dans le capital social sont faites par l'Italie, la Roumanie, la France, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Grèce. Dans autres secteurs prédominent les investissements de la Russie, des Pays-Bas, des Etats-Unis, du Chypre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la France, de la Suisse, du Turquie.

La Banque Européenne pour les Investissements, avec la Banque Mondiale et la Banque Européenne pour Reconstruction et Développement ont investi dans les derniers deux années plus de 33,6 milliards d'euros en *Europe Centrale* et de *Sud-Est*, dessus de la cible de 30 milliards d'euros, supposé dans un plan d'action commun lancé en 2012.

Le plan d'action, réponse directe à l'impact permanent des problèmes dans la zone euro sur les économies des pays émergents en Europe, a inclus engagements communs d'une valeur de plus de 30 milliards pour 2013-2014.

La Roumanie occupait la troisième place parmi les pays les plus attractifs pour les investissements étrangers en Europe Centrale et Orientale (PECO) en 2014, après la Pologne et la République Tchèque, dépassent l'Hongrie, selon le rapport de EY - Baromètre de l'Attractivité Européenne. Par rapport à l'année précédente, l'attractivité de la Roumanie a augmenté de 2 points de pourcentage. Considérant que, tant la Pologne et ainsi que la République Tchèque ont descendu par rapport à 2013, la Roumanie pourrait atteindre la deuxième place dans classement en 2016, si cette tendance se maintient [5]. Globalement, en 2013, l'Europe Centrale et Orientale a diminué les préférences des investisseurs, les projets d'IDE étant de 5% de moins (les résultats appartiennent à une enquête effectué en Février-Mars 2014 sur un échantillon de plus de 800 cadres internationaux).

Concluzions

Les informations précédemment rapportés ont intrigué l'intérêt pour les investissements directs effectués dans les pays émergents de l'Europe Centrale et Orientale, ce qui a motivé le lancement de la recherche scientifique dans cette direction, ayant au base la thème établi: „Approches comparatives sur la contribution des investissements directs l'economie: Roumanie – Moldavie et autres pays émergents de l'europe centrale et orientale”.

Ressources d'information:

1. Banque Nationale de Roumanie, l'Institut National de la Statistique. *Les Investissements Directs Étrangers en Roumanie en 2013*. Bucarest, le 30 Septembre 2014. 25 p.
2. <http://www.mec.gov.md/>
3. <http://www.noi.md>
4. <http://www.ziarulnational.md/>
5. <http://www.wall-street.ro>

Prezentat la 28.06.2016